Communiqué

Les réfugié·es de guerre ne sont pas des « flux » !

En Afghanistan, après plus de 20 ans de guerre, les Talibans ont repris le pouvoir par la force en faisant de nombreux mort·es et blessé·es. C'est le résultat d'une guerre répondant aux impérialismes des grandes puissances, dernièrement l'impérialisme des USA soutenus par de nombreux pays occidentaux, dont la France. Les gouvernements qui se sont succédé en Afghanistan n'ont jamais eu comme finalité d'établir un pays sûr en améliorant la situation sociale et économique pour le peuple afghan. Les puissances impérialistes n'ont eu comme but que de défendre leurs propres intérêts, y compris avec l'accord de Doha. Deal entre les USA et les Talibans, soutenu par la Chine, la Russie et le Pakistan et approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité de L'ONU, pour permettre le retour des Talibans, le retrait des troupes américaines contre l'interdiction de promouvoir le terrorisme. Comme si le terrorisme pouvait respecter un quelconque accord ! Tout comme les Talibans, qui prônent la Loi islamique et la charia, ne travailleront pas l'émancipation sociale et ne respecteront ni les droits des travailleur·ses, ni ceux de la population et en particulier ceux des femmes : les faits démontrent déjà le contraire.

Dès le déclenchement de cette guerre, la CGT s'y était opposée et avait protesté contre la participation de la France et de ses forces armées. Toutes ces années de guerre et ces milliers de mort·es, pour en arriver là ! Le retour des Talibans au pouvoir, c'est le retour de la terreur pour toute la population, et particulièrement pour les femmes qui seront de nouveau privées de toutes libertés et d'autonomie.

De nombreux·ses militant·es progressistes afghans ont demandé l'asile politique en Europe et notamment en France en raison des risques d'assassinats et de représailles qu'ils et elles encourent. Les responsables locaux ou régionaux de la principale organisation syndicale afghane NUAWE sont particulièrement pris pour cible. Dans un pays où les droits des femmes sont quasiment inexistants, il est important de rappeler que les statuts de cette confédération afghane sont basés sur une parité stricte entre les femmes et les hommes dans les instances de Direction.

« *Flux migratoires irréguliers* » voilà comment Emmanuel Macron a qualifié dans son allocution du 16 août les femmes, les enfants et les hommes qui veulent quitter l'Afghanistan. Ces paroles sont indignes, inhumaines et irresponsables. Le consensus international, qui considère que le peuple afghan est aujourd'hui en danger, doit entraîner en France l'application la plus absolue du principe de l'asile, qui est constitutif de notre État de droit. L'émigration massive hors d'Afghanistan, qui a débuté il y a un mois, après l'annonce du retrait des USA, a atteint un point culminant avec les scènes tragiques que l'on a vues avec l'entrée des Talibans dans Kaboul. Des gens sont morts en tombant du train d'atterrissage des avions, où ils et elles se sont accrochés pour fuir le pays.

La CGT appelle la France à envoyer le signal d'un large accueil de réfugié·es afghans sur notre territoire et exige que cet asile politique leur soit accordé. Nous devons plus que jamais affirmer la valeur d'un accueil inconditionnel pour garantir à tous et toutes, à chacun·e et en tout temps, la possibilité d'échapper aux persécutions au prix de son propre exil dans le respect de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles, ainsi que les conventions des Nations Unies et déclarations du Conseil de l'Europe sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Pour cela l'État français doit bâtir une politique migratoire digne de ce nom, sans se soucier d'échéances électorales ou du fantasme d'un pseudo appel d'air. Il doit permettre un accueil de tou·tes les réfugié·es dans les meilleures conditions et lutter contre les camps légaux ou irréguliers qui se développent enfermant les réfugié·es dans la misère et l'illégalité.

Par ailleurs, l'UD CGT rappelle son opposition au commerce des armes (les armes états-uniennes d'hier armant les Talibans d'aujourd'hui), à la course à la hausse des budgets militaires et son attachement à l'autodétermination des peuples. La paix n'est pas seulement l'absence de guerre mais elle est aussi basée sur la coopération entre les peuples pour le bien commun de toutes et tous. Ainsi, la pauvreté, le chômage, la détresse alimentent les conflits, les éradiquer est une des conditions de paix. C'est pourquoi, pour réduire le nombre de réfugié·es des guerres impérialistes et économiques, elle continuera de promouvoir la paix en appelant à participer à toutes les mobilisations sur le sujet et à exiger la ratification par la France du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN), 4 ans après son adoption à l'ONU et alors que 86 pays l'ont signé et 55 ratifié à ce jour.

Blois le 26 août 2021

UD CGT Loir et Cher // 02-54-45-48-08 // udcgt41@orange.fr